



**Arrêté n°23-011**  
**DE MISE EN SÉCURITÉ – PROCÉDURE URGENTE**

Le Président de la Communauté de Communes du Massif du Sancy,

**VU** le Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 511-19 à L. 511-22, L.521-1 à L.521-4 et les articles R. 511-1 à R.511-13 ;

**VU** le Code Général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2131-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1 ;

**VU** le code de justice administrative, notamment les articles R. 531-1, R. 531-2 et R. 556-1 ;

**VU** les éléments de dossiers fournis par les services de la Commune de La Bourboule concluant à l'urgence de la situation et à la nécessité d'appliquer la procédure prévue à l'article L. 511-19 du code de la construction et de l'habitation ;

**VU** l'arrêté n°23-006 de Mise en Sécurité – Procédure Urgente en date du 04 Avril 2023 mettant en demeure le propriétaire de procéder à la dépose des éléments de charpente menaçant de s'effondrer sur la voie publique dans un délai de quinze jours ;

**VU** le rapport dressé par Monsieur BONNICEL, expert désigné par ordonnance de Madame la Juge des référés du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND en date du 26 Mai 2023 concluant à l'urgence de la situation et à la nécessité d'appliquer la procédure prévue à l'article L.511-19 du Code de la construction et de l'habitation ;

**CONSIDERANT** qu'il ressort des éléments de dossiers fournis par les services de la Ville de La Bourboule que des éléments de toiture et notamment une fenêtre en chien assis présentent un risque de chute formant un danger pour la sécurité publique sur la rue, pour la Commune, les biens et les personnes de passage le long de la parcelle et que des riverains ont d'ores et déjà constaté des chutes d'éléments de charpente ;

**CONSIDERANT** qu'il ressort du rapport susvisé que la toiture est fortement dégradée et présente un risque d'effondrement sur la voie publique évident ; que cet état de dégradation avancée rend impossible toute réparation de la toiture ; que le garde-corps du balcon situé au-dessus de l'entrée principale menace également de s'effondrer ; que la façade sud sur rue présente également des signes de dégradation ainsi que les volets bois du second étage, le tout formant un danger pour la sécurité publique sur la rue, pour la commune, les biens et les personnes de passage le long de la parcelle.

**CONSIDERANT** qu'un rapport d'expertise en date du 1<sup>er</sup> Mars 2021, ordonné par le tribunal Administratif après requête en référé de la ville de la Bourboule, faisait déjà état d'un « risque évident d'effondrement de la toiture » ;

**CONSIDERANT** que cette situation compromet la sécurité des tiers de manière grave ;

6, avenue du Général Leclerc

BP 94

63240 Le Mont-Dore

ccms@cc-massifdusancy.fr

www.cc-massifdusancy.fr

Tél. 04 73 65 24 48

Fax. 04 73 65 35 50

**CONSIDERANT** qu'il ressort du dossier qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité publique ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n°23-006 en date du 04 Avril 2023.

### **ARTICLE 2 :**

Monsieur MUNTEAN Ion, domicilié au 25 Rue de la Division Leclerc à CHAMPLAN, propriétaire de la parcelle située 02 Rue de Quaire sur la commune de LA BOURBOULE, références cadastrales AH 133 est mise en demeure d'effectuer sur le bâtiment, dans un délai de quinze jours, les travaux suivants :

- Procéder à la dépose complète de la couverture et des éléments de charpentes menaçant de s'effondrer situés au-dessus du haut des murs en maçonnerie.
- Mettre en place des protections pérennes des deux immeubles avoisinants (afin que ceux-ci ne souffrent d'aucune dégradation des suites de la dépose de la couverture).
- Mettre en place des habillages et couloirs ainsi qu'une étanchéité sur le dessus des murs de maçonnerie pour éviter la pénétration de l'eau au sein des murs ;
- Procéder à la démolition du garde-corps du balcon situé au-dessus de l'entrée principale du bâtiment, ainsi qu'à la purge du nez de balcon.
- Procéder à la purge de la partie centrale de la façade sud sur rue.
- Mettre en place une fermeture du bâtiment afin d'éviter toute pénétration de visiteurs, en bloquant de manière inviolable le volet métallique de l'entrée ainsi qu'en soudant les volets et portes métalliques ;
- Fixer solidement les volets en bois du deuxième étage entre eux et y installer des panneaux de bois pour éviter les risques de chute.

### **ARTICLE 3 :**

Compte tenu du danger encouru par toute personne pénétrant dans le bâtiment du fait de l'état de délabrement des toitures, l'immeuble situé sur la parcelle AH 133, sis 02 Rue de Quaire à LA BOURBOULE est interdit temporairement à toute utilisation et accès à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, et jusqu'à la mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité.

### **ARTICLE 4 :**

L'accès à l'immeuble est interdit à toute personne autre que les propriétaires et les experts et professionnels autorisés et chargés des travaux de mise en sécurité. Les intervenants ne devront pas pénétrer dans le bâtiment, sauf à sécuriser leurs passages. Il conviendra de mettre en place des échafaudages sur la rue pour retenir les gravats et travailler par nacelles et grutage.

### **ARTICLE 5 :**

Faute pour la personne mentionnée à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Communauté de Communes du Massif du Sancy et aux frais du propriétaire.

### **ARTICLE 6 :**

Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues aux articles L. 511-22 et à l'article L. 521-4 du Code de la construction et de l'habitation.

**ARTICLE 7 :**

Si la personne mentionnée à l'article 1, ou ses ayants droit, à son initiative, a réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout danger, elle est tenue d'en informer les services de la Communauté de Communes qui fera procéder à un contrôle sur place.

La mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité pourra être prononcée après constatation des travaux effectués par les agents compétents de la Communauté de Communes du Massif du Sancy, si ces travaux ont mis fin durablement au danger.

La personne mentionnée à l'article 1 tient à disposition des services de la Communauté de Communes du Massif du Sancy tous justificatifs attestant de la bonne et complété réalisation des travaux.

**ARTICLE 8 :**

Le présent arrêté sera notifié à la personne mentionnée à l'article 1 ci-dessus par lettre remise contre signature ou tout autre moyen conférant date certaine à la réception.

Celui-ci le transmettra à l'ensemble des copropriétaires ainsi qu'à leurs ayants droits.

Le présent arrêté sera également affiché sur la façade de l'immeuble ainsi qu'en mairie et à la Communauté de Communes du Massif du Sancy, ainsi que sur son site internet.

**ARTICLE 9 :**

Le présent arrêté est transmis au Préfet du département ainsi qu'au Maire de la commune de La Bourboule.

**ARTICLE 10 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Président de la Communauté de Communes du Massif du Sancy dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, situé Cours Sablon, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Fait au Mont-Dore, le 14 Juin 2023,

Le Président de la Communauté de Communes du Massif du Sancy,

Monsieur Lionel GAY,

